

**AVIS D'APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT EN PROCEDURE D'URGENCE,
N°000007/AONO/MINDCAF/CIPM/2026 du _____
POUR L'ÉTUDE EN VUE DE LA MODERNISATION ET DE LA DIGITALISATION DU
SYSTEME DE GESTION DES RECETTES DOMANIALES, CADASTRALES,
FONCIERES ET ISSUES DE LA GESTION DU PATRIMOINE DE L'ÉTAT.**

Financement : BIP MINDCAF 2026

Exercice : 2026

Imputation : 60 37 384 4 33000003 0133 521311

1. Objet de l'Appel d'Offres

Le Ministre des Domaines, du Cadastre et des Affaires Foncières lance un Appel d'Offres National Ouvert en procédure d'urgence, pour Réaliser une étude de faisabilité technique, organisationnelle, institutionnelle et financière en vue de la mise en œuvre du Projet de Modernisation et de Digitalisation du Système de Gestion des Recettes Domaniales.

2. Consistance des prestations

La présente étude a pour objet de :

- réaliser un diagnostic complet du système actuel de gestion des recettes domaniales ;
- analyser les besoins fonctionnels et techniques ;
- proposer une architecture numérique intégrée ;
- définir les modalités de mise en œuvre du projet ;
- élaborer les spécifications techniques et financières nécessaires au lancement du projet.

3. Délais prévisionnels et lieu de livraison

La durée de la mission est de trois (03) mois, courant à compter de la date de notification de l'ordre de service de démarrage des prestations.

Le lieu de livraison est la Direction des Affaires Générales du MINDCAF.

4. Coût prévisionnel

Le coût prévisionnel de l'opération est de **TTC FCFA 40 000 000 (Quarante millions)**.

5. Participation et origine

La participation au présent Appel d'Offres National est ouverte à toutes les entreprises installées au Cameroun justifiant des caractéristiques ci-après :

- une expérience avérée en transformation numérique publique ;
- une expertise en systèmes d'information financiers ;
- une expérience en interopérabilité et télépaiement ;
- des compétences en gouvernance numérique et gestion de projets publics ;

- des références dans des projets similaires.

6. Financement

Les prestations objet du présente Dossier d'Appel d'Offres sont financées par le Budget d'Investissement Public du MINIDCAF - Exercice 2026, Imputation : **60 37 384 4 33000003 0133 521311**.

7. Mode de soumission

Le mode de soumission retenu pour cette consultation est la *soumission en ligne*.

8. Caution de soumission

Chaque soumissionnaire devra joindre à ses pièces administratives, une caution de soumission établie par une banque ou un organisme financier agréés par le Ministère des Finances et dont la liste figure dans la pièce 13 du Dossier d'Appel d'Offres. Elle est valable jusqu'à trente (30) jours après la date initiale de validité des offres d'un montant de : **FCFA quatre cent mille (400 000)**. L'absence de la caution de soumission délivrée par une banque de premier ordre ou un organisme financier de première catégorie autorisé par le Ministère chargé des Finances à émettre des cautions dans le cadre des marchés publics, entraînera le rejet pur et simple de l'offre. Une caution de soumission produite mais n'ayant aucun rapport avec la consultation concernée est considérée comme absente. La caution de soumission présentée par un soumissionnaire au cours de la séance d'ouverture des plis est irrecevable.

9. Consultation du Dossier d'Appel d'Offres

Le Dossier d'Appel d'Offres peut être consulté aux heures ouvrables à la **porte N°232 sise au 2^{ème} étage de l'Immeuble Ministériel N°2** à Yaoundé, dès publication du présent avis et la version électronique sur la plateforme COLEPS disponible aux adresses <http://www.marchepublics.cm> et <http://www.publiccontracts.cm>, dès publication du présent avis.

10. Acquisition du Dossier d'Appel d'Offres

Le Dossier d'Appel d'Offres peut être obtenu à la **porte N°232 sise au 2^{ème} étage de l'Immeuble Ministériel N°2** à Yaoundé, dès publication du présent avis, sur présentation de la quittance de versement d'une somme non remboursable **FCFA vingt-cinq mille (25 000)**, payée au Trésor Public.

Il est également possible d'obtenir la version électronique du DAO par téléchargement gratuit aux adresses sus indiquées. Toutefois, la soumission par voie physique ou électronique est conditionnée par le paiement des frais d'achat du DAO.

11. Remise des offres

Chaque offre rédigée en français ou en anglais dont l'original marqués comme tels, plus une offre financière témoin destinée à l'ARMP, devra parvenir en ligne sur la plateforme **COLEPS**, **au plus tard le 4 SEPT 2026 12 heures**. Des copies de sauvegardes des offres enregistrées sur clé USB ou CD/DVD devra être remise sous pli scellé avec l'indication claire et lisible « copie de sauvegarde », dans les délais impartis, en plus de la mention ci-dessous :

**« AVIS D'APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT EN PROCEDURE D'URGENCE
N°000007/AONO/MINDCAF/CIPM/2026 daté 7 AOÛT 2026026
POUR L'ÉTUDE EN VUE DE LA MODERNISATION ET DE LA DIGITALISATION
DU SYSTEME DE GESTION DES RECETTES DOMANIALES, CADASTRALES,
FONCIERES ET ISSUES DE LA GESTION DU PATRIMOINE DE L'ÉTAT.**

A n'ouvrir qu'en séance de dépouillement

N.B : Taille et format des fichiers

Pour la soumission en ligne, les tailles maximales des documents qui vont transiter sur la plateforme et constituant l'offre du soumissionnaire sont les suivantes :

- 5 MO pour l'Offre Administrative ;
- 15 MO pour l'Offre Technique ;
- 5 MO pour l'Offre Financière.

Les formats acceptés sont les suivants :

- Format PDF pour les documents textuels ;
- JPEG pour les images.

Le candidat veillera à utiliser des logiciels de compression afin de réduire éventuellement la taille des fichiers à transmettre.

12. Recevabilité des offres

Les pièces administratives, l'offre technique et l'offre financière doivent être placées dans des enveloppes différentes séparées et remises sous pli scellé. Seront irrecevables par le Maître d'Ouvrage:

- les plis portant les indications sur l'identité des soumissionnaires
- les plis parvenus postérieurement aux dates et heures limites de dépôt.
- les plis sans indication de l'identité de l'Appel d'Offres ;
- les plis non-conformes au mode de soumission

Toute offre incomplète conformément aux prescriptions du Dossier d'Appel d'Offres sera déclarée irrecevable. Notamment l'absence de la caution de soumission délivrée par un organisme ou une institution financière agréée par le Ministre en charge des finances pour émettre les cautions dans le domaine des marchés publics ou le non-respect des modèles des pièces du Dossier d'Appel d'Offres, entraînera le rejet pur et simple de l'offre sans aucun recours. Une caution de soumission produite mais n'ayant aucun rapport avec la



consultation concernée est considérée comme absente. La caution de soumission présentée par un soumissionnaire au cours de la séance d'ouverture des plis est irrecevable.

Il y a lieu de relever qu'en plus du nombre d'exemplaires de l'offre financière requis, le soumissionnaire est tenu de présenter un exemplaire de cette offre financière, dans une enveloppe scellée pour servir d'offre témoin marquée comme telle, et destinée à l'organisme chargé de la régulation des Marchés Publics pour conservation. Le défaut de présentation de cette offre témoin entraîne l'irrecevabilité de l'offre du candidat concerné, dès l'ouverture des plis par la Commission de Passation des Marchés.

13. Ouverture des plis

L'ouverture des plis sera effectuée en deux temps.

i) L'ouverture des offres administratives et des offres techniques aura lieu le 14 SEPT 2026 à 13 heures, heure locale par la Commission Interne de Passation des Marchés auprès du MINDCAF, dans la salle de conférence sise au 2^{ème} étage de l'Immeuble Ministériel N°2 à Yaoundé, porte N°235.

Chaque soumissionnaire peut assister à cette séance d'ouverture ou s'y faire représenter par une personne de son choix ayant une connaissance parfaite des offres.

ii) l'ouverture des offres financières des soumissionnaires retenus à l'issue de l'évaluation des offres techniques sera effectuée dès approbation du rapport d'évaluation technique

14. Critères d'évaluation

14.1 Critères éliminatoires

- pièces falsifiées ou fausses déclarations ;
- absence de la caution de soumission, timbrée, accompagné du récépissé de la CDEC ou non-conformité de celle-ci à l'ouverture des plis ;
- absence ou non-conformité d'une pièce administrative après épuisement du délai réglementaire de 48 heures après l'ouverture des offres ;
- absence de la déclaration sur l'honneur par laquelle le soumissionnaire certifie n'avoir pas abandonné de marché au cours des trois (03) années (2023, 2024, 2025) et qu'il ne figure pas sur la liste des entreprises défaillantes ;
- absence d'une capacité financière d'au moins 12 millions de francs CFA délivrée par une banque de 1^{er} ordre agréée par le MINFI ;
- note technique inférieure à 80 sur 100 des points ;
- absence d'un prix unitaire quantifié dans le BPU ;
- absence d'une offre financière témoin destiné à l'ARMP ;
- présence d'une information financière dans l'offre technique ou administrative ;
- non-conformité du mode de soumission ;
- non-respect du format de fichiers des offres (soumission en ligne) ;
- absence de la copie de sauvegarde en cas de dysfonctionnement de la plateforme COLEPS.

14.2. Critères essentiels

Le dossier technique sera évalué sur cent (100) points et selon les critères ci-après :

N°	Critères essentiels	Observation (nombre de points)
1	Références du soumissionnaire	20
2	Références du personnel et disponibilité	40
3	Disponibilité du matériel et des équipements essentiels	15
4	Approche méthodologique et compréhension du TDR	25

N.B : Seuls les candidats qui auront totalisé à l'issue de l'évaluation, une note technique au moins égale à quatre-vingt sur cent, seront qualifiés à l'ouverture de leurs offres financières.

Le consultant sera choisi par la méthode de sélection qualité – coût (mieux disant) conformément aux procédures décrites dans le présent DAO. Le marché sera attribué au soumissionnaire dont l'offre aura obtenu la note finale la plus élevée.

La note finale N sera calculée par la combinaison pondérée des notes techniques et financières suivant la formule ci-après :

$$N = 70\% \times \text{Note technique (Nt)} + 30\% \times \text{Note financière (Nf)}$$

La note financière (Nf) est obtenue de la façon suivante :

Soit Fm le montant de la proposition la moins disante, sa note financière sera prise égale à 100 points. Les notes des autres soumissionnaires calculées à partir de la note financière de la proposition la moins disante sera obtenue par la formule :

$$Nf = 100 \times (F/Fm)$$

Fm = le montant de la proposition la moins disante

F = le montant de la proposition considérée

Le soumissionnaire présentant la note finale la plus élevée sera déclaré adjudicataire du marché.

15. Attribution

Le Maître d'Ouvrage attribuera le Marché au soumissionnaire dont l'offre a été reconnue conforme pour l'essentiel au Dossier d'Appel d'offres et qui dispose des capacités techniques et financières requises pour exécuter le marché de façon satisfaisante et dont l'offre a été évaluée la mieux disante, en incluant le cas échéant les rabais proposés.

16. Durée de validité des offres

Les soumissionnaires restent engagés par leur offre pendant 90 jours à partir de la date limite initiale fixée pour la remise des offres.

17. Renseignements complémentaires

Les renseignements complémentaires peuvent être obtenus aux heures ouvrables à la porte N°232 sise au 2ème étage de l'Immeuble Ministériel N°2 à Yaoundé ou en ligne sur la plateforme COLEPS aux adresses : <http://www.marchépublics.cm> et <http://www.publiccontracts.cm>.

18. Lutte contre la corruption et les mauvaises pratiques

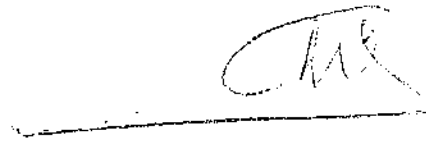
Pour toute dénonciation pour des pratiques, faits ou actes de corruption, bien vouloir appeler la CONAC au numéro 1517, l'Autorité chargée des Marchés Publics (MINMAP) (SMS ou appel) aux numéros : (+237) 673 20 57 25 et 699 37 07 48,

Yaoundé, le _____

**LE MINISTRE DES DOMAINES, DU
CADASTRE ET DES AFFAIRES FONCIÈRES**

Ampliations

- MINMAP (pour suivi)
- ARMP (pour publication)
- CIPM/MINDCAF (pour information)
- Affichage (pour information)
- Service des Marchés Publics (pour archivage)



**OPEN NATIONAL INVITATION TO TENDER, IN EMERGENCY PROCEDURE
NO.000007/ONIT/MINDCAF/CIPM/2026 OF _____
FOR THE STUDY AIMED AT MODERNIZING AND DIGITIZING THE MANAGEMENT
SYSTEM FOR REVENUES DERIVED FROM STATE-OWNED ASSETS, CADASTRE,
LAND, AND STATE PROPERTY MANAGEMENT.**

Financing: MINDCAF PIB

Financial year: 2026

Head: 60 37 384 4 33000003 0133 521311

1. Subject of the invitation to tender

The Minister of State Property, Surveys and Land Tenure launches an Open National Call for Tenders to conduct a technical, organizational, institutional, and financial feasibility study for the implementation of the Project to Modernize and Digitize the State Property Revenue Management System.

2. Nature of services

The purpose of this study is to:

- conduct a comprehensive assessment of the current state-owned property revenue management system;
- analyze functional and technical requirements;
- propose an integrated digital architecture;
- define the project implementation arrangements;
- develop the technical and financial specifications required to launch the project.

3. Provisional deadline and place of delivery

The duration of the assignment is three (03) months starting from the date of notification of the service order to start work.

The place of delivery is department of General Affairs of MINDCAF.

4. Estimated cost

The estimated cost of this service is forty million FCFA ATI (40 000 000).

5. Participation and origin

Participation in this National Call for Tenders is open to all companies established in Cameroon that meet the following criteria:

- experience in public sector digital transformation;
- expertise in financial information systems;
- experience in interoperability and electronic payment systems;

- competence in digital governance and public project management
- references for proven similar projects.

6. Financing

The services which form the subject of this quotation request are financed by the MINDCAF Public Investment Budget - Financial year 2026, Head: **60 37 384 4 33000003 0133 521311**.

7. Submission method

The submission method chosen for this consultation is **online submission**.

8. Bid bond

Each bidder shall include in his administrative documents, a hand-endorsed bid bond issued by a first-rate banking institution authorised to issue bonds for public contracts, approved by the Ministry in charge of Finance and whose list is found in document 13 of the Tender File, of an amount of **four hundred thousand (400 000) FCFA** and valid up to thirty (30) days beyond the date of validity of bids. The absence of the bid bond issued by a first-rate bank or financial body of first category authorised by the Minister in charge of Finance to issue bonds for public contracts shall lead to the immediate rejection of the offer. A bid bond submitted but that does not have any relation with the consultation concerned shall be considered as absent. The bid bond presented by a tenderer at the bid opening session shall not be accepted.

9. Consultation of tender file

The hard copy of the file may be consulted free of during working hours at **door No. 232 located on the 2nd floor of the Ministerial Building No.2** in Yaoundé.

The soft copy can be consulted on COLEPS' platforms <http://www.marchespublics.cm> and <http://www.publiccontracts.cm> at the ARMP website (www.arnp.cm).

10. Acquisition of tender file

The file can be obtained at **door No.232 located on the 2nd floor of the Ministerial Building No.2** in Yaoundé, upon publication of this notice, upon presentation of the receipt of payment of a non-refundable sum of **FCFA twenty-five thousand (25 000) FCFA** paid to the Treasury.

It is also possible to obtain the electronic version of the file by downloading it free of charge from the addresses indicated above for electronic version. However, hard copy as well as electronic submission shall be subject to the payment of TF purchase fees.

11. Submission of bids

Each tender, drawn up in French or English copies marked as such plus a sample financial offer destined for ARMP, must be received online on the **COLEPS platform, no later than 12 pm on 4 SEPT 2026**. A back-up copy of the offer recorded on a USB key or CD/DVD must be submitted in a sealed envelope clearly and legibly marked "back-up copy", by the deadline, in addition to the following mention:

**"OPEN NATIONAL INVITATION TO TENDER IN EMERGENCY
PROCEDURE N° 000007/OINT/MINDCAF/CIPM/2026 OF 17 AUG 2020
FOR THE STUDY AIMED AT MODERNIZING AND DIGITIZING THE
MANAGEMENT SYSTEM FOR REVENUES DERIVED FROM STATE-
OWNED ASSETS, CADASTRE, LAND, AND STATE PROPERTY
MANAGEMENT.**

To be opened at the tender evaluation session"

NB: File size and format

For online submission, the maximum sizes of the documents that will transit on the platform and constitute the tenderer's offer are as follows:

- 5 MB for the Administrative Offer;
- 15 MB for the Technical Offer;
- 5 MB for the Financial Offer.

The following formats are accepted:

- PDF format for text documents;
- JPEG for images.

Applicants may use compression software to reduce the size of the files to be sent.

12. Admissibility of bids

Administrative documents and technical and financial bids must be submitted in different and separate sealed envelopes.

The following shall be inadmissible by the Project Owner: -

- Bids revealing the identity of the bidder;
- Bids received after the date and time for submission;
- Bids with indication on the identity of the invitation to tender;
- Bids non-compliant with the bidding method.

Any incomplete offer in accordance with the requirements of the tender documents shall be declared inadmissible. In particular, the absence of a bid bond issued by a first-rate body or financial institution approved by the Minister in charge of finance to issue bonds in the field of public contracts or failure to comply with the model documents in the tender documents shall result in the outright rejection of the tender without any appeal. A bid bond produced but having no connection with the consultation concerned is considered to be absent. A bid bond submitted by a tenderer during the tender opening session is inadmissible.

It should be noted that, in addition to the number of copies of the financial bid required, the tenderer shall submit one copy of this financial bid in a sealed envelope to serve as a sample offer, marked as such and intended for the body responsible for regulating public contracts for safekeeping. Failure to submit this sample bid will result in the inadmissibility of the bid of the candidate concerned, as soon as the bids are opened by the Tenders Board.

13. Opening of bids

The bids shall be opened in two phases:

i) Administrative and technical bids, shall be opened on the 14 SEPT 2026 at 1pm, in the conference room located on the 2nd floor of the Ministerial Building No.2 in Yaoundé, door N°235.

Only bidders can attend or be duly represented by a person of their choice.

ii) Opening of financial offers of successful tenderers after the technical evaluation, shall be done upon approval technical evaluation report

14. Evaluation criteria

14.1. Eliminary criteria

- falsified documents or false statements;
- absence of the bid bond, stamped and accompanied by the CDEC receipt, or not in conformity upon opening of bids;
- absence or non-compliance of an administrative document after exhausting the regulatory deadline of 48 hours after the opening of bids;
- absence of the declaration of honor by which the tenderer certifies that he has not abandoned a contract during the three (03) years (2023, 2024, 2025);
- absence of financial capacity of at least 12 million CFA francs issued by a first-class bank approved by the Ministry of Finance;
- technical score below 80 out of 100 points;
- absence of a quantified unit price in the BPU or DQE;
- absence of a sample financial offer intended for ARMP;
- presence of financial information in the technical or administrative offer.
- non-compliance with the submission method;
- non-compliance with the tender file format (online submission);
- absence of the backup copy in the event of malfunction of the COLEPS platform.

14.2. Essential criteria

The essential criteria will relate to the headings below:

N°	Essential criteria	Observation (nombre de points)
1	Bidder's references	20

4

2	Supervisory staff	40
3	Availability of essential materials and equipment	15
4	Methodological Approach and Understanding of the Terms of Reference (ToR)	25

N.B: Only candidates who have totaled at the end of the evaluation a technical score of not less than 80/100 will be qualified for the opening and examination of their financial offers

The consultant will be chosen by the quality - cost selection methodology (best described) in accordance with the procedures described in this Tender file. The contract will be awarded to the tenderer whose tender has obtained the highest final score.

Final grade N will be calculated by the weighted combination of technical and financial notes in the following formula:

$$N = 70\% \times \text{Technical score (Nt)} + 30\% \times \text{Financial score (Nf)}$$

The financial score (Nf) is obtained as follows:

If Fm is the lowest bid amount, the financial score will be equal to 100 points. The scores of other bidders calculated from the lowest bidder financial score will be obtained by the formula:

$$Nf = 100 \times (Fm/F)$$

Fm = the amount of the lowest bid

F = the amount of the proposal under consideration

The tenderer with the highest final score will be declared the winner of the contract.

15. Award

The Contracting Authority shall award the Contract to the tenderer whose tender has been found to be substantially in conformity with the tender file and which has the technical and financial capacity to perform the Contract satisfactorily and whose offer has been rated the lowest, including, where appropriate, the discounts offered.

16. Period of validity of bids

Bidders shall remain committed by their bids for *90 days* from the initial deadline set for the submission of bids.

17. Further information

Additional information can be obtained during working hours at **room No.232 located on the 2nd floor of the Ministerial Building No.2** in Yaoundé or online on the COLEPS platform at the following addresses: <http://www.marchépublics.cm> and <http://www.publiccontracts.cm>.

5

18. Fight against corruption and malpractices

To report corrupt practices, facts or acts, please call CONAC on 1517, the Authority in Charge of Public Contracts (MINMAP) (SMS or call) on (+237) 673 20 57 25 and 699 37 07 48, ARMP.

Yaoundé, the _____

**THE MINISTER OF STATE PROPERTY,
SURVEYS AND LAND TENURE.**

Copies to:

- MINMAP (for monitoring)
- ARMP (for publication)
- CIPM/MINDCAF (for information)
- Public notice board (for information)
- Public Procurement Unit (for archiving)

